

grandeur et en respect. c'était là la clef de voûte de la révolution car l'émancipation régulière des cultes c'est la liberté de Dieu dans les âmes.

Rome et les hommes supérieurs du clergé ne paraissaient nullement effrayés de ces aveux et de la tendance philosophique de la nouvelle République. ils y voyaient le salut, la dignité et un accroissement de force mais de force propre dans l'empire du sentiment religieux sur les cœurs.

Le ministre des affaires étrangères parla dans le même sens à l'archevêque de Paris, homme vraiment pieux, et capable de comprendre de plus hautes destinées pour son église qu'une solidarité tantôt tyrannique tantôt servile avec les gouvernements.

X.

Le général Aupick fut nommé à l'ambassade de Constantinople. il avait été attaché longtemps aux princes, mais les membres du gouvernement et le ministre de l'intérieur lui-même le signalèrent avec confiance pour représenter la République sur un des points les plus importants au dehors. Sa première fidélité était à la patrie. une haute capacité militaire et un esprit réfléchi et sûr, indiquaient le général Aupick pour un poste où les diplomaties du monde pouvaient s'entre-choquer. on n'in-

terrogea que ses aptitudes, on était certain de sa conscience.

Le poste de Londres reçut d'abord un simple chargé d'affaires afin d'éviter par l'absence de tout agent d'un ordre trop élevé toute occasion de froissement entre deux grands gouvernements qui avaient la volonté intime de se concilier pour la paix du monde. et que les chicanes auraient pu aigrir et diviser. plus tard Lamartine y envoya M. de Talleyrand, ministre à Hambourg, homme de l'ancienne diplomatie, connaissant l'Angleterre, caractère ouvert, conciliant, facile, propre aux entretiens confidentiels avec des hommes d'État de l'école monarchique et à préparer modestement les voies à des négociations officielles, quand la reconnaissance de la République lui permettrait de déployer ses pouvoirs.

Mais les conversations quotidiennes de l'ambassadeur d'Angleterre lord Normanby avec le ministre des affaires étrangères, et la cordialité sans réticence de leurs rapports faisaient de l'ambassadeur français à Londres une superfluité. Lord Palmerston et le cabinet anglais paraissaient avoir compris avec une haute sagacité le caractère pacifique, modéré et civilisateur de la République dirigée au dehors dans un esprit de respect et d'inviolabilité aux institutions diverses des peuples. une attitude contraire du gouvernement anglais aurait

ravivé le préjugé antibritannique que Lamartine comme Mirabeau, Lafayette et Talleyrand, voulait amortir et user en France. L'Angleterre en acceptant la fraternité offerte avec dignité par la République, méritait bien de l'humanité. le ministère de lord Palmerston en recueillera le fruit dans l'histoire. Le ministre de la République savait qu'aucune coalition sérieuse n'était possible contre la France sur le continent sans le concours et sans la solde de l'Angleterre. il ne voulait à aucun prix donner à l'aristocratie anglaise le prétexte de forcer le cabinet anglais à une croisade contre la République. gagner du temps c'était pour lui gagner du sang et des forces pour la France. Si plus tard des causes de dissentiments et de guerres devaient naître, il voulait que ces dissentiments et ces guerres trouvassent la France dans son droit et la République armée. alors elle ne l'était pas. une coalition l'aurait surprise et peut-être submergée.

C'est là un des motifs pour lesquels le ministre de la République résista avec une inflexible énergie à l'idée de bouleverser la Belgique par les témérités déloyales qu'on ne cessait de lui reprocher de prévenir sur cette frontière. il avait repoussé tout contact avec les républicains belges venus à Paris pour s'y concerter avec les républicains français de la vieille école. il avait envoyé à Bruxelles plusieurs agents confidentiels avec ordre

d'observer l'état vrai de l'opinion et de refroidir au lieu de fomenter le foyer démagogique dans cette capitale. Le principal de ces agents homme d'ardeur mais neuf dans la connaissance de l'Europe, lui parut donner des ombrages à Bruxelles. Le ministre le rappela sans hésiter. Il envoya à sa place un homme d'expérience et de mesure M. Bellocq ancien diplomate exercé au maniement des choses délicates.

L'inconvénient pour la République française d'avoir à Bruxelles un roi uni par les liens du sang à la dynastie déchue en France n'était qu'une susceptibilité indigne de la République. Un soulèvement de la Belgique et son adjonction à la France en ce moment était une déclaration prématurée et impolitique de guerre à l'Angleterre. un pareil grief donné à l'Angleterre faisait tomber à l'instant le ministère libéral à Londres et il jetait l'Angleterre dans la coalition. La France n'en eût été ni plus ni moins forte avec la Belgique de plus dans sa cause. le respect de cette nationalité valait à la République l'immobilité de l'Angleterre, le silence de l'Allemagne, le respect du monde.

Le ministre surveillait d'un œil attentif les trames qui s'ourdissaient à Paris pour unir prématurément ces deux causes. ses entretiens avec le prince de Ligne dans lesquels il manifesta ses sentiments de prudence et de loyauté, et la confiance

que cet ambassadeur du roi des Belges lui témoignait contribuèrent puissamment à prévenir des desseins de propagande nuisibles aux deux peuples, à la paix européenne et à la République elle-même.

Il nomma en Hollande M. de Lurde qui connaissait la diplomatie du Nord et les doubles influences qui de Pétersbourg et de Londres se disputaient la cour de la Haye.

A Berne il envoya M. de Thiard homme de nom aristocratique, d'esprit étendu, de coup d'œil exercé dévoué depuis la fin de l'émigration et depuis la chute de l'Empire à l'opposition libérale. Les vétérans de ce parti dans le *National* considéraient une ambassade offerte à M. de Thiard comme un gage donné à leur opinion. Le ministre des affaires étrangères le croyait très-propre à pratiquer la diplomatie républicaine mais antidémagogique qu'il voulait faire prévaloir. il lui recommanda les plus grands ménagements envers la Suisse dont il voulait conquérir la cordialité ce préliminaire des alliances. il ne réussit pas autant qu'il l'aurait désiré. soit que l'ambassadeur ne fit pas suffisamment sentir cette inclination de la France vers la Suisse, soit que la Suisse craignit de se compromettre avec une République qui n'avait que des jours d'existence. Ce fut un malheur pour les deux peuples et pour l'Italie surtout. un système de ligue paci-

fique reposait sur cette pensée. ce système a été ajourné par cette froideur de la Suisse compromis par les batailles de Goito, et de Novare. Il renaîtra de la nature des choses sous des gouvernements plus intelligents et mieux compris. La Suisse se repentira de ses hésitations et de ses lenteurs.

M. Bixio fut envoyé comme chargé d'affaires à Turin. L'incertitude des rapports entre cette cour jusque-là sacerdotale et absolutiste et la République française ne permettait pas d'y envoyer un ambassadeur ou un ministre.

M. Bixio éleva ses fonctions à la hauteur de son intelligence et de son patriotisme. Neuf dans les affaires, il montra qu'on nait diplomate. Sa mission était délicate, précisément parce qu'elle était loyale. il devait inspirer à la cour de Turin des dispositions favorables à la France sans la pousser même d'un geste, à une guerre contre l'Autriche, guerre vers laquelle son ambition impatiente ne l'entraînait que trop témérairement. Il devait donner confiance et autorité au parti constitutionnel et libéral en Italie sans caresser et sans susciter le parti républicain, parti prématuré et ruineux pour l'émancipation de l'Italie.

Les chances imprévues et les fortunes contradictoires du Piémont et de la Lombardie mirent à des épreuves difficiles le tact de ce jeune diplomate. il ne fit pas une faute dans une situation où les

négociateurs plus consommés en auraient fait. La France n'eut pas une goutte du sang de l'Italie sur les mains de sa diplomatie en Piémont ni en Lombardie. L'Italie ne reçut pas un conseil qu'elle pût légitimement reprocher à la France. M. Bixio, Italien d'origine, Français de cœur, porta dans son attitude le sentiment de ses deux patries. Le ministre allait l'élever à des fonctions plus hautes quand l'Assemblée nationale s'ouvrit. M. Bixio voulait y entrer, il se dévoua dans les journées de Juin comme un soldat d'avant-garde, il versa à grands flots son sang pour la République. Devenu ministre après l'élection du président il se retira après quelques jours par une susceptibilité d'honneur mal expliquée. Ses aptitudes s'étaient révélées pour les négociations, il y doit être rappelé.

M. de Boissy avait été nommé ministre à Florence. Ancien diplomate, il connaissait la Toscane. Sa femme, née à Ravenne, était célèbre par la beauté, l'enthousiasme et le patriotisme. Son nom seul négociait avec le haut libéralisme de l'Italie centrale, elle était liée d'amitié littéraire avec tous les patriotes illustres des États romains, de Pise, de Venise, de Florence. M. de Boissy, homme d'audace et d'extrémité, avait résolument adopté la République, il se montrait à Paris aussi courageux de sa personne pour la défendre contre la démagogie qu'il était propre par son existence

splendide et par l'aristocratie de son nom à la servir au dehors. Il ne partit pas pour son poste, plus jaloux d'entrer à l'Assemblée nationale et de retrouver une tribune que de figurer dans une cour, il fut remplacé auprès du grand-duc de Toscane par M. Benoît Champy allié de M. de Lamennais et patroné par ce nom illustre et populaire. Ce choix fut heureux. L'homme se trouva digne du prince éclairé et libéral qui faisait de la Toscane une république ou plutôt une famille par les traditions libres et douces de ce gouvernement. M. Benoît Champy fit aimer la République française du prince même que son contre-coup devait jeter quelques jours après hors de ses États. Ses conseils plus énergiquement suivis auraient préservé la Toscane de ce deuil et de cette réaction contre le centre de l'Italie.

XI.

Madrid était une des cours où il était le plus difficile d'approprier un envoyé de la France à la situation de l'Espagne. Le général Narvaez homme très-supérieur à la renommée soldatesque qu'on lui a faite au dehors, était pour l'Espagne une sorte de Richelieu militaire tout-puissant au second rang. Sous une cour divisée et plongée dans les plaisirs Narvaez avait étudié, avec une sombre et muette anxiété au premier moment, le caractère et la révo-

lution française. Jugeant la France par l'Espagne il avait dû croire que la guerre civile s'y choisirait des chefs parmi les princes et parmi les généraux de la maison d'Orléans. Dans la prévision de ces événements où l'Espagne aurait eu un rôle à jouer par suite de ses liaisons de famille avec la dynastie de juillet, il s'était expliqué avec une ambiguïté inquiétante et il avait concentré des troupes vers les Pyrénées. Le manifeste du gouvernement provisoire et les explications de son ministre avec le chargé d'affaires d'Espagne à Paris avaient changé les dispositions de Narvaez. les intrigues de la France et de l'Angleterre à Madrid agitaient l'Espagne et inquiétaient sans cesse le général sur la durée de son autorité. Lamartine en retirant la main de la France de ces intrigues et en laissant l'Espagne à son indépendance intérieure tranquillisa le gouvernement espagnol. il ne laissait à Narvaez d'autre tiraillement qu'avec l'Angleterre. le résultat d'une pareille politique fut ce qu'il devait être : la France ne porta plus ombrage et fut d'autant plus recherchée qu'elle s'imposait moins.

Cependant pour persister dans ce système il ne fallait pas à Madrid un républicain trop ardent qui eût porté ombrage à la Constitution et agité les fermentations de républicanisme impuissant en Catalogne. Ni un nom militaire. il eût ravivé les souvenirs de la guerre de l'indépendance. Ni un diplomate

de juillet trop tiède pour la République il eût pu se laisser amollir par un attachement trop frais à la maison d'Orléans et fermer les yeux sur des tentatives de restauration dynastique en France tramées peut-être dans ce palais de Madrid ou de Séville que le duc de Montpensier allait habiter. Le ministre des affaires étrangères avait rencontré dans M. de Lesseps consul général de France à Barcelone un homme exercé au caractère espagnol, agréable à Narvaez, dévoué à ses instructions, il le nomma à Madrid. les défiances mutuelles se dissipèrent. les répugnances tombèrent devant l'intérêt bien entendu des deux peuples. jamais la France et l'Espagne ne rentrèrent plus complètement dans leur nature qui les rapproche quand une fausse politique ne les sépare pas. le général Narvaez comprit bien la pensée de la France. l'attrait des deux peuples l'un pour l'autre put se développer librement. le gouvernement provisoire épargna au pays le rassemblement de l'armée des Pyrénées mieux gardé par la sûreté des rapports et par la loyauté réciproque que par la force.

XII.

L'état de l'Italie ne se révélait pas encore. Le ministre de la République le pressentait. la situation qui allait en résulter pour la France ne per-